Melun, le 13 juillet 2016,

DECLARATION LIMINAIRE
COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE LOCALE N°1
MOUVEMENT LOCAL

M. le Président,

Ces derniers mois sont marqués par les symptômes qui annoncent inévitablement, outre ses faiblesses, une contestation du système libéral sur fond de crise démocratique.

Les crises économiques qui touchent tous les pays, qu'ils soient en Europe ou ailleurs, attestent de la fébrilité avérée d'un système en crise systémique mais qui impose toujours ses dogmes.

Les choix libéraux qui sévissent en France, mis en œuvre par les gouvernements successifs, remettent en cause le système social qui est le nôtre.

Les mobilisations autour de la loi « travail » illustrent totalement le rejet des citoyens d'une régression des droits et des acquis des salariés. Solidaires Finances Publiques dénonce une politique rendant le travail éphémère, et qui en organisant une véritable régression sociale fait le choix d'une insécurité permanente.

Pour Solidaires Finances Publiques, une autre politique est indispensable. Elle doit avoir pour objectif, dans toutes ses orientations, la prise en compte de l'humain et éviter toutes les fractures sociales qui conduisent inévitablement au populisme. Cette politique ne peut pas continuer à dénigrer les fonctionnaires et le service public, vecteurs déterminants du « bien vivre ensemble » et du principe d'égalité de tous les citoyens.

A la DGFIP :

Depuis 2002, année après année, les gouvernements successifs ont tous pris des mesures qui n'ont cessé d'affaiblir la DGFIP.

- Tous ont mis en avant les qualités des agents des finances publiques, ont vanté les résultats de la DGFIP, et ont feint d'ignorer une réalité dont ils étaient pourtant parfaitement informés : hausse des charges de travail, complexité croissante du travail, dégradation inquiétante des conditions de vie au travail, baisse de la qualité du service public

- Tous ont promu le numérique, présenté comme un moyen de dégager des gains de productivité et d'améliorer les missions, alors que cela n'a pas endigué la hausse de la charge de travail, et se retourne contre les usagers sommés de déclarer ou de payer sur internet.

- Tous ont profondément déstructuré notre administration : réformes dans l'ex-Direction générale des impôts comme dans l'ex-Direction générale de la comptabilité publique, création de la DGFIP en 2008, restructurations des services de la DGFIP, suppressions des trésoreries de proximité, regroupement de services...

- Tous ont réduit les effectifs de la DGFIP : plus de 35 000 emplois ont été supprimés depuis 2002, soit plus d'un quart des effectifs.

- Circonstance aggravante dans les choix budgétaires des gouvernements : la reconnaissance des agents est réduite à la portion congrue. Les promotions internes sont en chute libre et les régimes indemnitaires stagnent.

Pour Solidaires Finances Publiques, il y a urgence à agir !

La DGFIP est en danger. Les missions et les agents souffrent, les usagers sont victimes de l'affaiblissement et de l'éloignement du service public, Solidaires Finances Publiques mettra tout en œuvre pour combattre le plan de destruction de la DGFIP, voulu et assumé par le Directeur général à travers ses lignes directrices.

Des actions ont débuté dans certaines directions : dans le Cher, en Lozère, dans l'Aude, le Gard, le Puy de Dôme, les Pyrénées Orientales, à la Réunion, dans l'Eure, le Val de Marne, à Paris...

Elles sont appelées à s'amplifier.

Ce combat est légitime et il sera mené !

Solidaires Finances Publiques dénonce la décision du Directeur Général de ne pas appeler les listes complémentaires des concours A et B, et de limiter à 400 le nombre d'appels sur la liste complémentaire C.

Solidaires Finances Publiques revendique des mesures d'urgence visant à renforcer la DGFIP et ce sans délai :

- Stopper les suppressions d'emplois, établir un plan pluriannuel de recrutement pour renforcer la DGFIP, et recruter l'intégralité des listes complémentaires des concours ouverts.

- Décider un moratoire sur les restructurations et engager une réflexion sur l'accès au service public, son implantation et sa couverture territoriale.

- La reconnaissance et les droits des agents doivent enfin être de véritables priorités. Il en va notamment des règles de gestion. Solidaires Finances Publiques s'opposera à toute tentative de déréglementation et de régression en la matière.

- De la même manière, la perte de pouvoir d'achat est inacceptable. De ce point de vue, un plan de promotions internes ambitieux, une revalorisation des régimes indemnitaires et des remboursements de frais sont des mesures légitimes et nécessaires.

Solidaires Finances Publiques rappelle son opposition à toute modulation individuelle de la rémunération.

S'agissant du sujet de cette CAP :

Il est à noter une augmentation significative des demandes de mutations nationales des inspecteurs titulaires, environ 10 % de plus que l'année précédente. Une des explications plausibles est liée au nombre important de restructurations qui ont eu lieu ou vont avoir lieu et qui impactent de fait la mobilité géographique ou fonctionnelle des agents.

Solidaires Finances Publiques dénonce la mise en place de réformes de structures locales à marche forcée qui ne permet pas aux agents d'anticiper leur devenir. Pire, certaines directions n'informent pas les agents des conséquences de ces modifications.

Solidaires Finances Publiques rappelle que la mutation doit être choisie par les agents et non contrainte par les destructurations de services décidées par la Direction Générale et les directions locales.

Deux éléments doivent être analysés avec attention. Tout d'abord le haut niveau de coupures qui ressort encore une fois de ce mouvement de mutation 2016. Il est de plus en plus difficile, pour les agents, d'obtenir une mutation pour convenance personnelle si ces agents n'ont pas une ancienneté administrative très élevée, et ce dans l'immense majorité des directions.

En second lieu, la volumétrie des agents ALD ne cesse de croître du fait de l'augmentation des possibilités d'apport au titre du rapprochement de conjoint. Pour Solidaires Finances Publiques, la multiplication des affectations ALD sur les directions n'est pas acceptable, elle précarise les agents et laisse tout pouvoir aux directeurs locaux d'agir dans la plus totale opacité.

Solidaires Finances Publiques réaffirme sa détermination à voir appliquer, pour l'ensemble des agents, l'affectation la plus fine possible dès le mouvement national.

Concernant le mouvement local de la DDFIP 77

Les problématiques soulevées précédemment sont illustrées parfaitement dans notre direction. Les réorganisations, destructions de services entraînent la mobilité forcée de nombreux collègues.

La DDFIP 77 anticipe même de futures fusions de services avec suppressions d'emplois **avant que le comité technique local n'ait été consulté et que les organisations syndicales n'aient été informées.**

Les suppressions d'emplois au 1^{er} septembre doivent être actées par un CTL avant le 31 janvier pour être prises en compte pour le mouvement national par la Direction Générale mais aussi pour que les agents concernés puissent faire une demande de mutation.

Les 6 suppressions de postes Melun Contrôle actées en janvier 2016 concernait la 1^{ère} brigade et en aucun cas les 2^è et 3^è où le TAGERFIP est de 9 emplois A sur chaque brigade.

La méthodologie des suppressions d'emplois doit respecter les règles nationales établies par la DG, et ce, même à la DDFIP 77 !

Concernant les détachements, Solidaires Finances Publiques 77 dénonce les méthodes inadmissibles d'intimidation exercées sur les collègues des brigades de vérification de Melun, afin qu'ils finissent par abdiquer en acceptant un détachement forcé sur un poste excédentaire par rapport au TAGERFIP.

Les règles de gestion existent, elles doivent être appliquées, un inspecteur affecté sur une structure contrôle doit exercer des missions de contrôle.

Pour compléter sur les détachements pour la Direction, et en particulier pour le pôle juridictionnel, le TAGERFIP prévoit un certain nombre d'emplois. Si celui-ci est mal calibré au regard des missions, il en est de même pour l'ensemble des services du réseau.

Solidaires Finances Publiques alerte depuis de nombreuses années sur les conséquences des suppressions d'emplois massives. Le fonctionnement des services est en jeu et en danger !

S'agissant de la CAP locale :

- Nous dénonçons la durée prévue de la réunion, une heure pour échanger sur les problématiques du mouvement local et sur des situations particulières des agents semble relèver plus d'un souhait de monologue social que de dialogue social.

- Nous constatons qu'il reste 15 emplois A vacants à l'issue du mouvement local. Nous souhaitons connaître le nombre d'ALD sur la DDFIP 77 ainsi que leur affectation au 1^{er} septembre, et ce avant l'examen du mouvement local en séance.

- En tant que représentants du personnel, les agents attendent de nous un deuxième regard sur le mouvement local. Cependant, pour ce faire, il nous faut à minima une information supplémentaire sur le tableau « projet de mouvement local des agents » : l'affectation actuelle des agents. Sans ce renseignement il nous est impossible de savoir quel poste est libéré par l'agent muté localement et pourrait être obtenu par un autre.

- De plus, nous rappelons le contenu des procès-verbaux prévu dans le guide de fonctionnement des CAP locales :

« S'il n'est pas obligatoire de rapporter l'intégralité des débats, le procès-verbal doit cependant être suffisamment précis pour permettre d'appréhender la réalité des échanges. »

Nous demandons donc que les PV soient désormais plus représentatifs des échanges.

Nous terminons par remercier les collègues du service RH pour leur disponibilité.